

Brésil : « le grand bond en arrière »

Depuis la destitution de Dilma Rousseff, le gouvernement de Michel Temer conduit une politique qui mêle conservatisme, autoritarisme et corruption.

LE MONDE | 08.12.2016 à 15h03 | Par Luc Duffles Aldon (membre du Mouvement démocratique du 18 Mars), Juliette Dumont (maître de conférence à l'Institut des hautes études d'Amérique la...



Le président brésilien Michel Temer Eraldo Peres / AP

Par Luc Duffles Aldon, Juliette Dumont et Jânia Lopes Saldanha

Le mardi 29 novembre, le Sénat brésilien a voté en faveur d'un amendement constitutionnel (PEC-55) plafonnant pour 20 ans les dépenses publiques. Alors que les sénateurs votaient, une manifestation d'étudiants se déroulant sur l'esplanade du Congrès était violemment réprimée par la police militaire. Au même moment, les députés adoptaient une série de dix mesures anti-corruption, vidées de leur substance et perçues comme une manière de se protéger des investigations liées aux dédoublements de l'Affaire Petrobras et de contre-attaquer un pouvoir judiciaire prompt à théâtraliser son action, à outrepasser ses prérogatives et à bousculer l'équilibre entre les pouvoirs. Une semaine plus tard, le Président du Sénat, Renan Calheiros (du Parti du mouvement démocratique brésilien, auquel appartient le président non-élu Michel Temer) est mis en accusation et écarté de ses fonctions par un membre de la Cour suprême (STF). La décision « monocratique » est refusée par le comité directeur du Sénat. Cet ensemble de faits en dit long sur l'état de la démocratie au Brésil, ébranlée depuis le coup d'État parlementaire maquillé en processus d'impeachment.

Revenons d'abord sur le plafonnement des dépenses publiques. Il pèsera avant tout sur les secteurs les plus vulnérables de la population brésilienne, affectant notamment les domaines de la santé et de l'éducation. Ce faisant, les parlementaires ayant voté le PEC-55 violent la Constitution de 1988, qui stipule que le budget annuel de l'éducation doit représenter au minimum 18 % des recettes des impôts de l'Union (15 % pour la santé) et 25 % des recettes fiscales des États et des villes. Une telle mesure ne remet pas seulement en question le pacte social établi en 1988, mais va à l'encontre de principes juridiques internationaux comme le droit à l'éducation, à la santé, à un logement digne, à la culture. La radicalité de ce plan d'austérité est d'autant plus dangereuse que ce

dernier ne s'accompagne pas d'une réforme de la fiscalité, marquée, au Brésil, par la prédominance de l'impôt indirect et par de très nombreuses exemptions fiscales. Voilà la recette, selon le FMI et l'ONG Oxfam, d'une augmentation significative des inégalités comme du chômage de longue durée.

Montée des extrêmes

Le gouvernement Temer et les coalitions conservatrices du Congrès poursuivent donc à marche forcée le démantèlement des acquis sociaux des présidences de Lula et Dilma Rousseff, franchissant un pas supplémentaire avec le PEC-55. On est face à un exécutif illégitime et décrédibilisé (six ministres, depuis mai, ont dû quitter le gouvernement pour faits de corruption), s'appuyant sur un Congrès dont plus d'un tiers des membres sont cités dans des affaires de corruption, qui s'arroge le droit de compromettre pour 20 ans (pour un réal investi en 2017, le même réal - plus inflation - sera investi en 2037) la capacité du système politique brésilien à mener les investissements nécessaires à la bonne marche du pays, quand bien même ces derniers ont été ou seront approuvés par la voie des urnes.

Autoritarisme, conservatisme et ultra-libéralisme sont les maîtres mots de la majorité de la classe politique au pouvoir et de certains secteurs de la population brésilienne, avec pour toile de fonds un conflit ouvert entre les trois pouvoirs. Un tel contexte est propice à la montée des extrêmes, comme le montre la popularité croissante du député Jair Bolsonaro, raciste, homophobe, misogyne et chantre de la dictature militaire, ou la victoire à Rio du pasteur évangélique ultra-conservateur Marcelo Crivella aux dernières élections municipales.

Cet autoritarisme se lit aussi à travers la brutale répression dont sont victimes les étudiants, l'épisode du 29 novembre s'ajoutant à une liste déjà trop longue. Un juge du District Fédéral a même autorisé fin octobre la délation et la torture (notamment l'usage « *d'instruments sonores continus en direction des établissements occupés* » pour empêcher les occupants de dormir) afin de déloger des lycéens et étudiants occupant pour certains depuis plusieurs mois leurs établissements dans le but de protester et contre la PEC-55 et contre la réforme l'enseignement secondaire, par décret présidentiel (donc sans débat au Congrès). Celle-ci s'inspire du mouvement « *Escola sem partido* », proche idéologiquement (et en termes de réseaux) du Tea Party aux États-Unis et de la Manif pour tous en France.

La crise institutionnelle que traverse la démocratie brésilienne n'est pas sans lien avec les turbulences qui affectent les démocraties occidentales : nous y retrouvons des projets menaçant les droits sociaux et la qualité des services publics ; contribuant au creusement des inégalités et à la précarisation des populations les plus vulnérables ; valorisant un ordre moral conservateur, voire réactionnaire et xénophobe, dans une rhétorique exaltant une grandeur perdue. Toute ressemblance avec d'autres pays n'est pas un hasard : ne pas le voir et s'en désintéresser compromet notre capacité, en France, à comprendre ce qui nous arrive et à continuer à jouer un rôle sur la scène internationale.

Le Mouvement démocratique 18 mars (MD 18) rassemble des Brésiliens habitant en France, mais aussi des Français, mobilisés contre le gouvernement de Michel Temer. Dans leur majorité, ils ne sont pas membres du Parti des travailleurs.

Luc Duffles Aldon (membre du Mouvement démocratique du 18 Mars), Juliette Dumont (maître de conférence à l'Institut des hautes études d'Amérique la...